

## L'équipe de l'économie du savoir change de nom

Veillez prendre note qu'à compter du 1<sup>er</sup> avril 2006, les travaux de l'équipe de l'économie du savoir seront publiés sous la bannière « **Science, technologie et innovation** ».

## Prochain bulletin S@voir.stat

Le bulletin du mois de juin portera sur les ressources humaines en science et technologie, étudiées à partir des données de l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada.

## Données et publications récentes

- \* Consultables sur notre site Web: [www.stat.gouv.qc.ca/savoir](http://www.stat.gouv.qc.ca/savoir)
- Dépenses de l'administration publique québécoise en recherche, science, technologie et innovation, 2004-2005
- Portrait régional de la diplomation au niveau baccalauréat au Québec
- Brevets d'invention octroyés par le USPTO à des inventeurs et titulaires québécois en 2004
- Utilisation des technologies de l'information et des communications par les ménages québécois, 2004

## L'utilisation du crédit d'impôt pour la recherche universitaire

Instauré en 1987, le crédit d'impôt québécois pour la recherche universitaire aide financièrement les entreprises qui font appel aux institutions de recherche publiques et parapubliques pour leurs besoins en R-D.

### Points saillants

- Quelque 120 entreprises reçoivent le crédit d'impôt chaque année.
- Pour l'État québécois, le coût du crédit représente environ 1,5 % du coût total de l'aide fiscale à la R-D.
- En 2002, 50 % des entreprises récipiendaires faisaient partie du secteur des services. Elles ont obtenu 70 % de la valeur totale du crédit.
- Dans l'ensemble, 318 entreprises ont reçu le crédit pendant la période 1998-2003. De ce nombre, 17 % l'ont obtenu à quatre reprises et plus.
- La proportion des entreprises qui reçoivent également le crédit « salaires » augmente constamment; elle atteignait 91 % en 2003.
- Pour les entreprises récipiendaires, la part du crédit pour la recherche universitaire dans le total de l'aide fiscale à la R-D reçue du gouvernement québécois est passée de 61 %, en 1998, à 29 % en 2003.

## Table des matières

Recherche et développement : l'importance des liens universités – industrie.....	2
Description du crédit d'impôt pour la recherche universitaire .....	3
Les entreprises utilisant le crédit d'impôt pour la recherche universitaire.....	4
L'utilisation récurrente du crédit d'impôt pour la recherche universitaire.....	5
L'utilisation des autres crédits d'impôt québécois à la R-D.....	6
Les entreprises recevant le crédit université et faisant de la R-D à l'interne.....	7
Tableau récapitulatif, indicateurs concernant l'économie du savoir.....	8

## Recherche et développement : l'importance des liens universités – industrie

Produire davantage avec les mêmes ressources, ou encore offrir de nouveaux produits et services à forte valeur ajoutée : voilà le défi de la productivité et de l'innovation que les entreprises québécoises doivent relever pour faire face à l'intensification de la concurrence à l'échelle mondiale et au vieillissement accéléré de la population.

La recherche et développement (R-D) revêt une importance particulière dans ce contexte. Les pouvoirs publics y consacrent d'ailleurs d'importantes sommes depuis plusieurs années. En particulier, les versements consentis à la recherche universitaire ont beaucoup augmenté depuis la fin des années 1990, de la part tant du gouvernement provincial que du gouvernement fédéral : ils totalisaient 625 millions de dollars en 2002-2003, comparativement à 354 millions en 1998-1999.

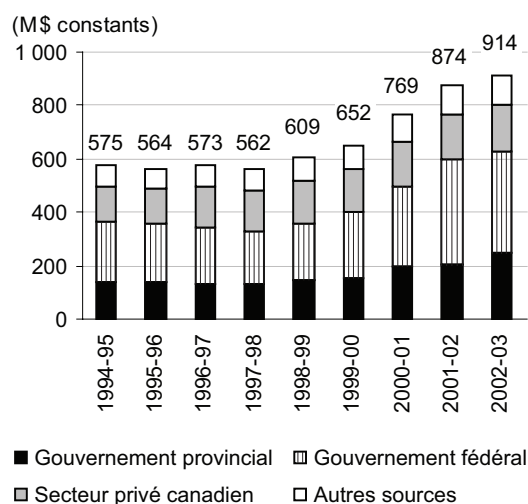
De plus en plus, on observe un intérêt pour la commercialisation des résultats qui émanent de cette recherche. L'organisme Valorisation Recherche Québec a été créé à ces fins en 1999 ; les quatre « sociétés de valorisation » qui en découlent collaborent avec les bureaux de liaison entreprises-universités (BLEUs) des universités, afin de favoriser le transfert des résultats de la recherche universitaire au sein de l'industrie.

D'autres instruments, mis en place à partir des années 1980, visent à soutenir les entreprises intéressées à recourir aux établissements d'enseignement et aux centres de recherche publics et parapublics pour leurs besoins en R-D. C'est notamment le cas des centres de liaison et de transfert, des centres collégiaux de transfert de technologie et du crédit d'impôt québécois pour la recherche universitaire.

C'est à ce crédit d'impôt qu'est consacré le présent bulletin. Quelles sont les entreprises qui y ont recours ? Utilisent-elles les autres crédits d'impôt québécois à la R-D ? Quelles sommes consacrent-elles à leurs propres activités de R-D ? Voilà quelques-unes des questions traitées.

Figure 1

Évolution des subventions et des contrats pour la recherche universitaire selon la source de financement, Québec, de 1994-1995 à 2002-2003 (M\$ constants, 1992=100)



Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, SIRU, 2005.

### Méthodologie

Les statistiques présentées dans ce bulletin sont des compilations effectuées par l'ISQ à partir de deux sources de données : des données fiscales de Revenu Québec et les microdonnées de l'Enquête sur la R-D industrielle (RDI) de Statistique Canada.

Depuis 2003, l'ISQ reçoit annuellement de Revenu Québec des données relatives aux crédits d'impôt à la R-D, en vertu d'une entente conclue conformément à la Loi sur le Ministère du Revenu et la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec. Les données fiscales utilisées pour ce bulletin datent de la fin de février 2005, celles qui concernent l'année fiscale 2003 sont partielles, à cause du délai accordé aux entreprises pour demander des crédits d'impôt et au délai de traitement de ces demandes.

Les données fiscales ont été appareillées aux microdonnées de l'enquête RDI de Statistique Canada afin de produire les indicateurs concernant les activités de R-D internes des entreprises recevant le crédit d'impôt pour la recherche universitaire. Soulignons que Revenu Québec et Statistique Canada utilisent une définition similaire de la R-D.

## Description du crédit d'impôt pour la recherche universitaire

Le « crédit d'impôt pour la recherche universitaire ou pour la recherche effectuée par un centre de recherche public ou par un consortium de recherche », communément appelé « crédit université » ou encore « crédit pour la recherche universitaire », a été instauré par le gouvernement du Québec en 1987. Son principal objectif : favoriser la collaboration entre les entreprises, d'une part, et les universités (y compris les centres hospitaliers universitaires de recherche médicale) et les centres de recherche publics, d'autre part.

Ce crédit d'impôt s'applique à 80 % de la valeur des contrats de R-D que donnent les entreprises aux institutions de recherche publiques et parapubliques accréditées. Il est « remboursable » et s'apparente donc à une subvention, dans le cas des entreprises qui n'ont pas à

payer d'impôt (car n'ayant pas dégagé de bénéfices au cours de l'année où elles en font la demande). Son taux s'élève à 35 % (il était de 40 % avant 2003), quelle que soit la taille de l'entreprise.

Ce crédit est relativement peu utilisé ; environ une centaine d'entreprises le reçoivent chaque année, tandis que plus de 5 000 ont eu recours au crédit d'impôt « salaires » en 2001 et en 2002. Le coût total du crédit, qui oscille entre 6 et 8 millions de dollars selon l'année, ne représente d'ailleurs qu'entre 1 % et 2 % de la valeur totale de l'aide fiscale québécoise à la R-D. Globalement, cette aide s'élevait à plus de 650 millions de dollars en 2002, soit l'année la plus récente pour laquelle nous disposons de données fiscales complètes au moment de rédiger ce bulletin.

Tableau 1

Valeur de l'aide fiscale québécoise pour la R-D selon le crédit d'impôt et nombre de bénéficiaires, de 1998 à 2003

Crédit	1998	1999	2000	2001	2002	2003 <sup>1</sup>
	k\$					
Salaires <sup>2</sup>	271 414	314 940	353 308	511 326	576 344	485 646
Additionnel <sup>3</sup>	0	139	24 814	44 862	42 391	34 132
Précompétitif <sup>4</sup>	12 762	20 830	17 018	13 492	14 007	11 122
Consortium <sup>5</sup>	10 545	10 479	11 047	10 921	10 746	9 163
<b>Université</b>	<b>7 361</b>	<b>6 034</b>	<b>7 395</b>	<b>8 029</b>	<b>7 152</b>	<b>5 898</b>
Grande société <sup>6</sup>	85 366	89 803	29 608	0	0	0
<b>Total</b>	<b>387 448</b>	<b>442 226</b>	<b>443 189</b>	<b>588 630</b>	<b>650 640</b>	<b>545 960</b>
	n					
Salaires <sup>2</sup>	3 672	3 985	4 266	5 211	5 787	4 799
Additionnel <sup>3</sup>	0	13	1 732	3 347	3 828	3 090
Précompétitif <sup>4</sup>	39	28	19	16	15	16
Consortium <sup>5</sup>	108	123	129	147	148	131
<b>Université</b>	<b>111</b>	<b>111</b>	<b>114</b>	<b>122</b>	<b>117</b>	<b>98</b>
Grande société <sup>6</sup>	454	354	44	0	0	0
<b>Total, au moins 1 crédit</b>	<b>4 209</b>	<b>4 394</b>	<b>4 471</b>	<b>5 342</b>	<b>5 911</b>	<b>4 915</b>

1. Les données de 2003 sont partielles ; les sommes et le nombre de récipiendaires définitifs seront plus élevés.

2. S'applique aux dépenses internes de rémunération pour la R-D et aux contrats de sous-traitance en R-D.

3. S'applique à l'augmentation des dépenses de R-D par rapport à la moyenne des dépenses des trois années précédentes.

4. S'applique aux dépenses engagées pour un projet de R-D précompétitif auprès d'un regroupement accrédité.

5. S'applique aux droits et cotisations versés à un consortium de recherche accrédité.

6. S'applique aux dépenses de R-D (ne concernait que les grandes sociétés, dont on voulait limiter l'aide fiscale).

Source : Compilation de l'ISQ à partir de données fiscales de Revenu Québec.

## Les entreprises utilisant le crédit d'impôt pour la recherche universitaire

Le profil des entreprises qui ont recours au crédit d'impôt pour la recherche universitaire est très diversifié, tant du point de vue de la taille (chiffre d'affaires au Québec) que du secteur d'activité et de la région. En 2002, le tiers des entreprises

récipiendaires du crédit avaient un chiffre d'affaires au Québec inférieur à 100 000 \$; 12 %, en particulier, n'avaient généré aucun revenu québécois. Ensemble, ces « petites entreprises » ont accaparé 40 % du coût fiscal total du crédit d'impôt pour l'année.

Tableau 2

### Répartition des entreprises utilisant le crédit d'impôt pour la recherche universitaire, 2002

	Nombre		Coût fiscal	
	n	%	k \$	%
<b>Chiffre d'affaires au Québec</b>				
Aucun	14	12,0	1 369	19,1
De 1 \$ à 99,9 k \$	24	20,5	1 500	21,0
De 100 k \$ à 999,9 k \$	17	14,5	676	9,4
De 1 M \$ à 4,9 M \$	23	19,7	1 264	17,7
De 5 M \$ à 9,9 M \$	11	9,4	376	5,3
De 10 M \$ à 99,9 M \$	22	18,8	1 487	20,8
100 M \$ et plus	6	5,1	479	6,7
<b>Région</b>				
<b>Hors Québec</b>	<b>7</b>	<b>6,0</b>	<b>277</b>	<b>3,9</b>
<b>Au Québec</b>	<b>110</b>	<b>94,0</b>	<b>6 875</b>	<b>96,1</b>
Bas-Saint-Laurent et Côte-Nord	3	2,6	x	x
Saguenay-Lac-Saint-Jean, Mauricie et Abitibi-Témiscamingue	7	6,0	x	x
Capitale-Nationale	19	16,2	1 451	20,3
Chaudière-Appalaches	6	5,1	218	3,1
Estrie et Centre-du-Québec	9	7,7	403	5,6
Montréal	14	12,0	496	6,9
Montréal	40	34,2	2 596	36,3
Laval, Lanaudière, Laurentides et Outaouais	12	10,3	1 233	17,2
<b>Secteur d'activité</b>				
<b>Secteur primaire et construction</b>	<b>15</b>	<b>12,8</b>	<b>401</b>	<b>5,6</b>
Culture de légumes et de melons	5	4,3	145	2,0
Autres, agriculture, foresterie, pêche et chasse	6	5,1	196	2,7
Extraction minière et construction	4	3,4	59	0,8
<b>Fabrication</b>	<b>40</b>	<b>34,2</b>	<b>1 572</b>	<b>22,0</b>
Fabrication d'aliments	4	3,4	85	1,2
Fabrication de produits de bois et du papier	3	2,6	x	x
Fabrication de produits chimiques	8	6,8	259	3,6
Fab. de produits, matériel, composantes inform. et électriques	9	7,7	227	3,2
Autres, fabrication	16	13,7	x	x
<b>Services</b>	<b>59</b>	<b>50,4</b>	<b>5 008</b>	<b>70,0</b>
Commerce de gros et de détail	4	3,4	81	1,1
Services de R-D scientifiques	28	23,9	2 422	33,9
Autres, services professionnels, scientifiques et techniques	11	9,4	548	7,7
Laboratoires médicaux et d'analyses diagnostiques	7	6,0	1 443	20,2
Autres, services	9	7,7	514	7,2
<b>Indéterminé</b>	<b>3</b>	<b>2,6</b>	<b>171</b>	<b>2,4</b>
<b>Total</b>	<b>117</b>	<b>100,0</b>	<b>7 152</b>	<b>100,0</b>

Source : Compilation de l'ISQ à partir de données fiscales de Revenu Québec.

Un tiers des entreprises avaient un chiffre d'affaires au Québec entre 100 000 et 5 millions de dollars. Celles-ci n'ont reçu que 27 % de la valeur totale des crédits octroyés au cours de l'année. Enfin, un autre tiers des entreprises enregistraient des revenus supérieurs à 5 millions de dollars. Leur poids dans le coût du crédit était similaire à leur poids démographique, soit 33 %.

La quasi-totalité des entreprises ayant reçu le crédit d'impôt en 2002 sont situées au Québec, soit 94 % d'entre elles<sup>1</sup>. Plus de la moitié sont établies dans la région de Montréal (34 %) ou dans les régions avoisinantes (Montérégie, 12 %; Laval, Lanaudière, Laurentides et Outaouais : 10 %). Quelque 16 % sont dans la région de la Capitale-Nationale et 5 %, dans la région adjacente de la Chaudière-Appalaches.

Enfin, 8 % sont situées dans les régions de l'Estrie et du Centre-du-Québec, tandis que 9 % sont dans les régions dites « ressources » (Bas-Saint-Laurent et

Côte-Nord : 3 %; Saguenay-Lac Saint-Jean, Mauricie et Abitibi-Témiscamingue : 6 %).

La moitié des entreprises récipiendaires en 2002 font partie du secteur des services. Plus particulièrement, environ 4 sur 10 sont rattachées à l'une des trois industries de services suivantes : « Services de R-D scientifiques » (24 %), « Autres, services professionnels, scientifiques et techniques » (9 %) et « Laboratoires médicaux et d'analyses diagnostiques » (6 %). En proportion, la valeur des crédits attribués à ces entreprises (62 % du total) excède largement leur poids démographique (39 %). En contrepartie, la part de l'aide fiscale versée aux entreprises du secteur primaire (6 %) et à celles du secteur de la fabrication (22 %) s'avère inférieure au poids démographique de ces entreprises dans le nombre total d'entreprises récipiendaires du crédit (respectivement 13 % et 34 %).

Soulignons que le coût du crédit est très concentré : en 2002, quatre entreprises cumulaient 25 % de son coût total.

1. Avant 2005, les sociétés canadiennes hors Québec pouvaient réclamer le crédit d'impôt si le contrat avait été confié à une institution québécoise accréditée.

## L'utilisation récurrente du crédit d'impôt pour la recherche universitaire

Au total, 318 entreprises ont reçu le crédit d'impôt pour la recherche universitaire au moins une fois entre les années 1998 et 2003. Plus de 4 sur 10, soit 44 % d'entre elles, ne l'ont reçu qu'une seule fois. Un peu plus du quart, soit 27 %, l'ont reçu à deux reprises ; 12 %, à trois reprises, et 17 %, à quatre reprises et plus<sup>2</sup>.

Au nombre de 53, ces dernières entreprises ont reçu des crédits pour la recherche universitaire totalisant 22,2 millions de dollars pour les années 1998 à 2003. Cela représente 53 % de la valeur totale de l'aide fiscale consentie au cours de la période, toujours au titre de ce crédit d'impôt.

2. Soulignons que ces statistiques ne tiennent pas compte du nombre d'années d'existence des sociétés récipiendaires.

Tableau 3

Répartition des entreprises récipiendaires du crédit d'impôt pour la recherche universitaire et du coût fiscal du crédit selon le nombre d'octrois du crédit par entreprise récipiendaire au cours de la période 1998-2003

Nombre d'octrois du crédit	Nombre		Coût fiscal	
	n	%	k\$	%
Un	139	43,7	5 543	13,2
Deux	87	27,4	6 969	16,6
Trois	39	12,3	7 183	17,2
Quatre	30	9,4	7 673	18,3
Cinq	15	4,7	7 865	18,8
Six	8	2,5	6 635	15,8
<b>Total</b>	<b>318</b>	<b>100,0</b>	<b>41 869</b>	<b>100,0</b>

Source : Compilation de l'ISQ à partir de données fiscales de Revenu Québec.

Quelles sont ces entreprises, qui ont ainsi utilisé le crédit pour la recherche universitaire plus de une année sur deux, entre 1998 et 2003 ? Comme on le voit au tableau 4, cinq ont pour principale activité la culture de légumes et de melons (9 %) et cinq autres font partie du secteur primaire ou de la construction (9 %). Un total de 16 (30 %) sont rattachées à diverses industries de la fabrication, tandis que 27 font partie du secteur des services (51 %). Parmi ces dernières, 13 offrent des services de R-D scientifiques et 5 sont des laboratoires médicaux et d'analyses diagnostiques.

Sur le plan géographique, on observe une surreprésentation – par rapport à l'ensemble des entreprises ayant utilisé le crédit au cours de l'année 2002 – des entreprises situées dans les régions de Montréal (22, soit 42 %) et de la Capitale-Nationale (12, soit 23 %).

La médiane du chiffre d'affaires moyen des entreprises utilisant régulièrement le crédit s'élève à 1,9 million de dollars. En fait, plus de 6 sur 10 (soit 62 %) possèdent un chiffre d'affaires moyen excédant 1 million de dollars ; le quart, un chiffre d'affaires moyen supérieur à 10 millions de dollars.

Tableau 4

Répartition des entreprises ayant utilisé le crédit pour la recherche universitaire au moins quatre fois entre 1998 et 2003 selon le secteur d'activité, la région et le chiffre d'affaires au Québec

Secteur d'activité	n	Région	n	Chiffre d'affaires <sup>1</sup>	n
Culture, légumes et melons	5	Bas-Saint-Laurent et Côte-Nord	1	De 1 \$ à 99,9 k \$	12
Autres, sect. primaire et constr.	5	Sag.-Lac-St-Jean, Mauricie, Abit.-Tém.	4	De 100 k \$ à 999,9 k \$	8
Fabrication d'aliments	3	Capitale-Nationale	12	De 1 M \$ à 4,9 M \$	12
Fabrication, bois et papier	1	Chaudière-Appalaches	3	De 5 M \$ à 9,9 M \$	8
Fabrication, produits chimiques	4	Estrie et Centre-du-Québec	2	De 10 M \$ à 99,9 M \$	8
Fabrication, produits infor., élect.	3	Montérégie	3	100 M \$ et plus	5
Autres, fabrication	5	Montréal	22		
Commerce, gros et détail	4	Laval, Lanaudière, Laurent., Outaouais	5		
Services de R-D scientifiques	13	Hors Québec	1		
Autres, serv. prof., scient., techn.	3				
Laboratoires médicaux	5				
Autres, services	2				

1. Il s'agit d'une moyenne du chiffre d'affaires au Québec pour les années où il y a eu octroi d'un crédit d'impôt québécois à la R-D, entre 1998 et 2003.

Source : Compilation de l'ISQ à partir de données fiscales de Revenu Québec.

## L'utilisation des autres crédits d'impôt québécois à la R-D

Comme on l'a vu en page 3, le crédit d'impôt pour la recherche universitaire est relativement peu utilisé comparativement aux autres crédits d'impôt à la R-D du gouvernement du Québec. Il est intéressant de constater que la majorité des entreprises qui le reçoivent obtiennent également le crédit d'impôt « salaires », c'est-à-dire le crédit d'impôt qui s'applique aux dépenses internes de rémunération liées à des activités de R-D, de même qu'aux contrats de sous-traitance pour la R-D. De fait, la proportion d'entreprises qui reçoivent également le crédit « salaires » a constamment augmenté au cours de la période 1998-2003, passant de 60 % en 1998 à

91 % en 2003. Y aurait-il eu un effet d'entraînement, les contrats de R-D confiés aux institutions de recherche publiques et parapubliques ayant incité des entreprises à acquérir ultérieurement une expertise interne en R-D ? La question mériterait certainement d'être étudiée.

Reflet de la popularité croissante des autres crédits d'impôt à la R-D, la part du crédit pour la recherche universitaire dans le total de l'aide fiscale à la R-D reçue du gouvernement du Québec est passée de 61 % en moyenne en 1998 chez les entreprises bénéficiaires du crédit université à 29 % en 2003.

Tableau 5

Nombre et proportion d'entreprises ayant reçu d'autres crédits à la R-D que le crédit université, et valeur moyenne du crédit université dans le total de l'aide fiscale à la R-D, de 1998 à 2003

Crédit	1998		1999		2000		2001		2002		2003	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Salaires	67	60,4	78	70,3	89	78,1	103	84,4	103	88,0	89	90,8
Additionnel	0	0,0	1	0,9	38	33,3	75	61,5	65	55,6	60	61,2
Précompétitif	2	1,8	2	1,8	1	0,9	1	0,8	1	0,9	4	4,1
Consortium	2	1,8	6	5,4	7	6,1	4	3,3	3	2,6	3	3,1
Grande société	8	7,2	4	3,6	1	0,9	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Ratio moyen, crédit université/Total	0,61		0,58		0,49		0,41		0,36		0,29	

Source : Compilation de l'ISQ à partir de données fiscales de Revenu Québec.

## Les entreprises recevant le crédit université et faisant de la R-D à l'interne

L'appariement des données fiscales aux microdonnées de l'enquête sur la R-D industrielle de Statistique Canada confirme que les entreprises recevant le crédit université sont nombreuses à mener elles-mêmes, à l'interne, des activités de R-D.

En 2002, 90 des 117 entreprises récipiendaires du crédit (soit 77 % d'entre elles) ont déclaré des dépenses intra-muros de R-D lors de l'enquête de Statistique Canada. Le tableau 6 présente des statistiques concernant un sous-ensemble de ces entreprises, soit celles qui ont effectué l'intégralité de leurs activités internes de R-D au Québec. Globalement, ces activités

ont représenté des coûts de 313 millions de dollars, dont 91 % ont servi à des dépenses courantes. Soulignons que la valeur médiane des dépenses internes de R-D (378 000 \$) s'avère très inférieure à la valeur moyenne de ces dépenses (3,7 M \$).

Au total, 2 670 employés (équivalents temps complet) ont pris part aux activités internes de R-D de ces entreprises, dont 80 % sont des employés professionnels, c'est-à-dire des ingénieurs, scientifiques ou administrateurs en R-D. Dans les entreprises qui comptaient ce type de personnel (soit 74 sur 84), le nombre moyen d'employés professionnels en R-D s'élevait à 29 et le nombre médian, à 5.

Tableau 6

Dépenses et personnel de R-D en 2002, entreprises ayant reçu le crédit université en 2002 et effectuant l'ensemble de leurs activités internes de R-D au Québec

	Nombre	Total	Moyenne	Médiane
<b>Total des dépenses pour les activités internes de R-D (k \$)</b>	<b>84</b>	<b>313 286</b>	<b>3 730</b>	<b>378</b>
Dépenses courantes (k \$)	84	285 842	3 403	358
Immobilisations (k \$)	84	27 444	327	12
<b>Total du personnel de R-D (N équivalents temps complet)</b>	<b>84</b>	<b>2 670</b>	<b>32</b>	<b>6</b>
Personnel professionnel (scientifiques et administrateurs, n ETC)	74	2 128	29	5
Personnel auxiliaire (techniciens et autres, n ETC)	52	542	10	4

Source : Compilation de l'ISQ à partir de microdonnées de l'enquête RDI de Statistique Canada.

# Indicateurs de l'économie du savoir au Québec

	Unité	2000	20001	20002	2003	2004
Dépenses intérieures brutes au titre de la R-D (DIRD)	M \$	5 719	6 417	6 651	6 905	..
Ratio DIRD/PIB	ratio	2,54	2,77	2,75	2,74	..
DIRD par habitant	\$	777	868	893	921	..
Dépenses intérieures brutes au titre de la R-D selon le secteur d'exécution						
État (DIRDET)	% de DIRD	7,8	7,6	7,7	6,5	..
Entreprises commerciales (DIRDE)	% de DIRD	63,7	64,7	61,0	59,6	..
Enseignement supérieur (DIRDES)	% de DIRD	28,5	27,7	31,2	33,9	..
Dépenses intérieures brutes au titre de la R-D selon le secteur de financement						
État (DIRDET)	% de DIRD	19,0	20,6	21,2	22,5	..
Entreprises commerciales (DIRDE)	% de DIRD	56,9	57,2	54,7	53,6	..
Enseignement supérieur (DIRDES)	% de DIRD	14,6	12,4	13,7	14,4	..
Organisations privées sans but lucratif (OSBL)	% de DIRD	1,7	2,3	2,6	2,4	..
Étranger	% de DIRD	7,8	7,5	7,8	7,1	..
Chercheurs affectés à la R-D industrielle	n	20 786	21 846	22 104	22 495	..
Brevets de l'USPTO						
Inventions brevetées à l'USPTO	n	738	761	807	813	802
Brevets d'invention de l'USPTO détenus	n	980	1 041	1 034	1 046	1 040
Brevets d'invention de l'USPTO détenus dans les TIC	n	366	411	360	397	459
Publications scientifiques	n	6 170	6 073	5 905	6 786	6 487
Informatisation des ménages						
Taux d'informatisation des ménages	%	44,8	51,1	56,7	59,5	61,4
Taux de branchement à Internet	%	33,2	42,7	42,2	44,5	..
Dépenses totales des ménages pour les TIC	M \$	1 380,30	1 556,30	1 622,20	1 709,20	2 020,20
Exportations manufacturières par niveau technologique						
Haute technologie	M \$	23 327	19 682	16 987	16 812	15 967
Total manufacturier	M \$	69 025	65 887	63 264	59 543	63 435
Importations manufacturières par niveau technologique						
Haute technologie	M \$	20 385	17 458	15 601	15 128	16 030
Total manufacturier	M \$	55 493	52 040	52 414	51 761	55 578
Exportations du secteur des TIC		13 775	7 201	5 171	4 817	5 473
Importations du secteur des TIC		13 458	10 293	8 800	8 314	9571

Sources : Statistique Canada, estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement (DIRD), Canada, 1992 à 2003p, et selon les provinces, 1992 à 2001 (88F0006XIF2004003), janvier 2004 ; Comptes économiques provinciaux, estimations 2002 (13-213-PPB), novembre 2003.

United States Patents and Trademark Office (USPTO), données compilées par le Consortium canadien sur les indicateurs de science et d'innovation (CSIIC).

Thomson ISI, Science Citation Index (SCI), données compilées par l'Observatoire des sciences et des technologies (OST) 2006.

Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses des ménages*.

Ce numéro de *S@voir.stat* est réalisé par :

Prochain bulletin :

Sous la coordination de :

Brigitte Poussart, économiste  
brigitte.poussart@stat.gouv.qc.ca

Christine Lessard, économiste  
christine.lessard@stat.gouv.qc.ca

Line Lainesse, économiste  
Direction des statistiques économiques et sociales  
Institut de la statistique du Québec  
200, chemin Sainte-Foy, 3<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone : (418) 691-2408 ou  
1 800 463-4090 (sans frais)

Télécopieur : (418) 643-4129

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Canada

Bibliothèque nationale du Québec

1<sup>er</sup> trimestre 2006

ISSN 1492-899X (version imprimée)

ISSN 1715-6432 (en ligne)

La version PDF de ce bulletin est consultable sur le site Web de l'Institut à l'adresse suivante :  
[www.stat.gouv.qc.ca/savoir](http://www.stat.gouv.qc.ca/savoir)

Institut  
de la statistique

Québec

